

**ANDRÉ (M. Adrien)**, *Député de la Vienne* (R. S. S.).

Son élection est validée [3 février 1956] (p. 192). — Est nommé membre : de la Commission du travail et de la Sécurité sociale [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission de la marine marchande et des pêches [4 octobre 1957] (p. 4503).

#### Dépôt :

Le 3 février 1956, une proposition de loi tendant au rétablissement du scrutin d'arrondissement uninominal à deux tours pour l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n° 278.

**ANDRÉ (M. Pierre)**, *Député de Meurthe-et-Moselle* (app. I. P. A. S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). — Est nommé membre de la Commission de la défense nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502).

#### Dépôts :

Le 25 janvier 1956, une proposition de loi tendant à supprimer les abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux travailleurs salariés, n° 219. — Le 25 janvier 1956, une proposition de loi tendant à instaurer le scrutin d'arrondissement uninominal à deux tours pour l'élection des députés à l'Assemblée Nationale, n° 220. — Le 14 novembre 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi du 30 juin 1956 instituant un fonds national de solidarité relatif à la taxe sur les véhicules automobiles, n° 3226. — Le 20 février 1957, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 3277) relatif à l'aliénation des immeubles militaires de l'Etat en Afrique du Nord, n° 4208. — Le 5 juillet 1957, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 4676) autorisant le Président de la République à ratifier : 1° le traité instituant la Communauté économique européenne et ses annexes ; 2° le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique ; 3° la Convention relative à certaines institutions

communes aux communautés européennes, signés à Rome le 25 mars 1957 (Dispositions relatives à la Communauté européenne de l'énergie atomique), n° 5367. — Le 13 mai 1958, une proposition de loi tendant à modifier le régime de la contrainte par corps, n° 7130.

#### Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur la conduite des négociations avec la Tunisie et le Maroc et la politique envisagée pour l'Algérie [10 février 1956] (p. 234). — Prend part à la discussion d'un projet de loi concernant l'attribution de pouvoirs spéciaux pour l'Algérie, en qualité de *Rapporteur pour avis* [8 mars 1956] (p. 748); *Discours de M. Soustelle, action de la politique anglo-saxonne et américaine en Afrique du Nord, conséquences éventuelles d'une rupture avec la France d'outre-mer, rétablissement de l'ordre, prolongation du mandat des députés algériens jusqu'au moment où les élections seront possibles, aide de la France, des Etats-Unis et de l'Angleterre à Nasser et à la Libye, condamnation de la politique de faiblesse et de concessions* [9 mars 1956] (p. 810 à 813). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement entend prendre pour éviter que certains de ses membres ne déposent le Parlement de ses prérogatives en anticipant sur la ratification des protocoles franco-marocain et franco-tunisien et sur la conduite des négociations relatives à la création d'une armée nationale tunisienne [27 avril 1956] (p. 1602). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Depreux : mission pacificatrice de l'armée française ; recours des fellagha au terrorisme ; trafics d'armes aux frontières de la Tunisie et du Maroc ; ratification des conventions franco-marocaines* [5 juin 1956] (p. 2322, 2323, 2324); — d'une proposition de loi tendant à accorder aux salariés rappelés sous les drapeaux le bénéfice des congés payés ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à remplacer le mot « appelés » par le mot « rappelés »* [3 juillet 1956] (p. 3165); — des interpellations sur l'Euratom : *Ses observations sur les possibilités de la France dans le domaine atomique, l'uranium du Congo belge,*